active à tous les engagements avec les troupes françaises. D'ailleurs, tous les concubins des tribus qui, dans l'esprit de la guerre sainte, vont soutenir les Chouas, se ravitaillent au camp de Moulay Hafid où on leur fournit des cales, pour les commandos et un ou deux canons.

Moulay-Hafid menace d'occuper Mazagan

Tanger, 3 mars. — Un calme absolu règne à Mazagan et dans la région. Toute la population indigène est dévouée à Moulay-Hafid, et ne reste fidèle à Abd-el-Aziz que par crainte de l'action de croiseurs français qui se trouvent sur rade.

Moulay-Hafid a écrit une lettre au corps consulaire à Mazagan, l'avisant qu'il a l'intention de prendre Mazagan, mais que, pour éviter de porter atteinte à la sécurité des européens et de l'observation des traités passés avec les puissances, Moulay-Hafid déclare attendre la réponse du conseil pour prendre une décision.

Le gouverneur d'Azemour braque des canons sur le « Galilée »

Le gouverneur d'Azemour a fait placer dix canons sur la citadelle de la ville pour tirer sur le « Galilée » au cas où ce croiseur oserait venir de nouveau mouiller devant cette ville.

L'attitude de l'Allemagne

Berlin, 3 mars. — De l'avis des personnalités les mieux informées, il convient de ne pas ajouter une foi absolue aux articles des organes pangermanistes qui abondent en

critiques ou en reproches parfois aigres, relativement à la conduite de la France au Maroc. Il y a le tableau des notes destinées à alimenter la polémique des partis qui de mauvaise humeur à l'endroit de la France, il ne faut donc pas y chercher la pensée gouvernementale. Celle-ci reste très correcte et même bien disposée à l'égard des événements du Maroc.

La presse Anglaise

Londres, 3 mars. — Le « Daily Graphic », dans un article intitulé : « Ce que doit faire la France », exprime l'avis que nous devons marcher sur Fez et sur Marrakech et élever la puissance du sultan usurpateur.

« Ce qui empêche la France d'agir ainsi, c'est, dit-il, la crainte de complications diplomatiques. S'il en est autrement, les puissances doivent être consultées sans retard pour que soient levées les restrictions imposées à la France et à l'Espagne, à l'Algérie, etc. »

Le « Standard » dit qu'ayant accepté de grandes responsabilités au Maroc on commence les opérations militaires, les Français ne peuvent ni décliner les unes, ni limiter les autres. Les critiques allemandes et anglaises n'ont pas besoin de rappels aux Français, leur situation anormale, ceux-ci la connaissent parfaitement ; mais, s'ils restent attachés à la côte, ils ne peuvent prendre ni protéger la liberté et le commerce au Maroc, ni réduire les guerriers barbares qui peuvent soulever n'importe où toutes parts et, au premier relâchement de la vigilance, détruire les premiers vestiges de la civilisation.

LES CAMBRIOLEURS D'ÉGLISES

LA BANDE THOMAS devant les assises de la Haute-Vienne

La Cour condamne Antony Thomas à six ans de travaux forcés et les trois autres accusés à deux ans de prison.

Limoges, 3 mars. — L'audience de la Cour d'assises est très exactement ouverte à huit heures. Le public est en nombre, les débats sont intéressants.

Persone, au banc de la défense, ne demandant la parole, le président, M. le conseiller Ducros, déclare que les débats sont clos.

Mon frère est innocent, déclare Antony

— Messieurs, répond l'accusé d'une voix forte, j'ai encore ceci à déclarer, c'est que je revendique la pleine et entière responsabilité de mes actes. A cette dernière minute, je proclame l'innocence absolue de mon frère et je demande à messieurs les jurés toute leur indulgence pour mon co-accusé Faure.

Les autres accusés déclarent n'avoir rien à dire, à l'exception de Faure qui implore la clémence du jury à cause de sa femme et de ses enfants.

LE VERDICT

Après une heure et demie de délibération, le jury rend un verdict affirmatif à l'égard de tous les accusés, avec admission de circonstances atténuantes en leur faveur, sauf en ce qui concerne Antony Thomas.

Pendant la lecture du verdict, faite par le greffier, l'antiquaire Dufay verse d'abondantes larmes. Faure baisse la tête. Les frères Thomas demeurent impassibles ; François Thomas est seulement déclaré coupable du vol par recel de la chaîne d'Ambazac. Aussi son défenseur, M^e Pithon, sollicite-t-il de la Cour l'application de la loi pénalement.

— Je suis innocent, monsieur le président ! s'écrie l'antiquaire Dufay, après que son défenseur eut demandé également pour lui l'application de la loi Bérenger.

La Cour se retire à dix heures pour délibérer sur l'application des peines à prononcer.

Antony vend des cartes postales

Pendant la suspension de l'audience, Antony Thomas, que les gardiennes ont re-

mené avec ses co-accusés dans la chambre de sûreté, s'est fait apporter une plume et de l'encre, et signe, sans se départir, toute une collection de cartes postales sur lesquelles figurent la photographie de la fameuse chaîne d'Ambazac.

Le public s'arrache ces photographies que le dévaliseur n'a pu céder, dit-on, qu'au prix de 50 centimes à un employé du palais chargé de les écarter.

L'ARRÊT

L'arrêt de la cour condamne : Antony Thomas à six ans de travaux forcés. Thomas François, Faure et Dufay, chacun à deux ans de prison.

Statuant sur les conclusions des parties civiles, la Cour ordonne la restitution à l'État des objets classés et condanne Antony Thomas au remboursement envers M. de Lanoy de la somme de 22,000 francs.

L'antiquaire Dufay remboursera 800 francs pour sa part.

L'audience est levée à onze heures, sans incident.

EN PERSSE

LES BOMBES DE TEHÉRAN

Les causes de l'attentat. Tehéran, 3 mars. — Les deux attentats successifs qui viennent de se produire à Tehéran et qui ont été dirigés contre le shah de Perse ont quelque peu surpris l'opinion européenne assez mal informée des choses de la Perse. Les désirs de liberté et d'affranchissement qui se font jour en tout lieu ne laissent pas indifférents le monde oriental. On sait que le Japon, si moderne, a déjà un parti socialiste puissant ; la Chine est en ce moment agitée par un parti réformiste, qui s'est manifesté dans le Sud par une véritable tentative de révolution. Il en est de même en Perse, où le père du shah actuel, dit, à son lit de mort, octroyer au peuple une constitution et réunir un parlement.

Le pouvoir absolu. Ainsi est-il fort impopulaire. Des gens superstitieux ne croient pas à la durée du régime, car lors de la cérémonie du couronnement, le grand-vizir, on ne sait par quelle de quelle distraction, lui posa sur la tête la couronne à l'envers.

Les sociétés secrètes pullulent en Perse. Le 31 août, elles assassinèrent le premier ministre ; le 13 décembre, elles exigèrent le renvoi de la cour des favoris qui irritèrent contre le Cabinet et, quelques heures plus tard, 10,000 hommes édifiaient des barricades autour du Parlement. Après quelques jours de lutte, le shah était obligé de céder. Malheureusement, cela ne dura pas longtemps et le souverain s'entoura à nouveau de favoris fort impopulaires, comme ce gouverneur de province qui vendait jadis aux Turcomans des jeunes filles persanes et que la faveur impériale appela à une haute situation dans la capitale.

On dit que l'oncle du shah, tuteur d'avoir été privé du poste de gouverneur d'Ispahan, qui l'occupait depuis trente-huit ans, aurait consenti à accepter, le cas échéant, le trône que les sociétés secrètes offrent. On sait que ce personnage est le frère aîné de Mowzaffer-ed-Dine, mais que sa mère n'était pas de sang royal. Soupçonnant ses visées, le shah lui fit limiter l'ordre de quitter Tehéran, mais ce fut en vain. L'oncle et le neveu se réfugièrent dans le désert. L'attentat manqué d'aujourd'hui ? Nul ne le sait. Mais on s'accorde à reconnaître que cet attentat est bien la conséquence de l'avènement et de l'obstination du shah, dont le trône est des plus chancelants.

EN PRUSSE

L'expropriation des Polonais

La Chambre vote le projet de loi expropriant les Polonais. Berlin, le 3 mars. — A l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui de la Chambre des députés figure le projet de loi de réorganisation de la Pologne, retour de la Chambre des Seigneurs.

De nombreux députés sont à leur banc. Les tribunes sont remplies. Bien que le projet de loi de réorganisation de la Pologne ait été adopté par la Chambre des députés, on s'attendait à une forte opposition de la part des Polonais tout au moins l'attentat n'a pas été déjoué.

M. Stvehel, député polonais, prend la parole au début de la séance. Ce n'est, déclare-t-il, ni la raison ni le droit, mais la force brutale du poing, qui a dicté cette loi. La lutte que mènent les Polonais n'est pas une lutte pour le territoire allemand, mais contre le régime prussien. La Prusse a toujours eu pour but de ravir aux Polonais, là où elle le pouvait, leurs biens intellectuels et moraux.

Les promesses royales n'ont pas été tenues. L'unité nationale des Polonais a été opérée par tous les moyens possibles. L'école polonaise est combattue, l'amour de l'enfance pour la langue maternelle détruit. Les rigueurs du Code sont employées contre les Polonais, et les rigueurs de la loi de réorganisation allemande, qui les prive de leur sol et de leurs terres par des artifices indignes d'un Etat.

L'orateur est rappelé à l'ordre. Or, qu'a-t-on obtenu avec toutes les lois d'exception dirigées contre les Polonais ? Rien, sinon de s'enfoncer un cul-de-sac dans le projet de loi actuel dont tire le gouvernement.

Et quel sera le résultat de cette nouvelle loi d'exception, sinon une aggravation de la lutte actuelle contre les éléments antipolonais. Mes compatriotes resteront fidèles à leurs devoirs civiques, mais ils se diront aussi que cela ne leur servira à rien, il suffit qu'ils soient Polonais pour être l'objet de nouvelles mesures hostiles. Quelques victimes, beaucoup peut-être, tomberont parmi nous, mais cela n'empêchera pas la communauté polonaise de persévérer.

Il y a dans les Polonais ardeurs et forces cachées qui ne peuvent être amoindries. Ces forces sommeillent dans l'âme du peuple polonais. Elles ne seront pas anéanties par de semblables mesures, mais au contraire renforcées, et les Polonais acclameront victorieux de combat. (Applaudissements sur les bancs polonais.)

Le ministre des finances, baron de Rheinbaben, répond au discours du député polonais. Il conteste que les Polonais respectent les sentiments des Allemands et cite à l'appui diverses coupures de journaux polonais. Le ministre s'élève contre l'allégation de l'orateur d'après laquelle les promesses royales n'auraient pas été tenues.

Les rois de Prusse n'ont jamais manqué d'esprit de conciliation à l'égard des Polonais. Quel en a été le résultat ? Le mouvement révolutionnaire de 1830 et les séditions de 1848 et de 1863 ont été les réponses aux concessions ou aux bienveillances royales.

M. de Rheinbaben réplique également les autres allégations de l'orateur. Il fait ressortir que le gouvernement n'a nullement l'intention de déraciner les sentiments de l'âme polonaise.

Il a été solennellement déclaré à Posen que le gouvernement ne songe pas à ravir aux Polonais leur langue nationale, leurs coutumes, leur foi, mais, que nous demandons, ce que nous devons demander au Polonais, c'est qu'il nous reconnaisse ses droits et qu'il se comporte en homme civilisé.

Me traiter ainsi, moi, moi, qui suis prêt à faire pour lui tous les sacrifices ! Elle tomba, ce disant, sur un siège, cachant son visage dans ses mains, et se mit à sangloter de toutes ses forces.

L'italien le considéra d'un air pugnateur. Un sourire moqueur plissa les lèvres courtes et rouges de Léonardo, à travers lesquelles brillèrent, blanches et aiguës, ses dents de loup.

Il cessait en moustache noire d'un geste machinal, et ne tendait pas le moindre geste de consolation vers Geneviève qui continuait à pleurer bruyamment.

Elle finit néanmoins par se calmer un peu, et releva la tête. Des larmes coulaient encore de ses yeux gonflés sur ses joues empâtées.

Ses cheveux, dénoués en partie, tombaient sur ses épaules en mèches courtes et rares. Décidément, elle n'était pas belle ainsi, et c'est sans doute ce que pensait Léonardo en la contemplant, car il ne put dissimuler une grimace expressive.

— Voyons, voyons, faisais la comtesse, je ne suis pas folle cependant... je n'ai pas rêvé. Pendant deux mois sans interruption, vous n'avez cessé de me répéter du soir au matin que vous m'aimiez, que vous m'adoriez pour la vie.

— Je vous ai écouté, car je suis sensible, j'ai un cœur... je me suis à mon tour laissée prendre, et c'est l'enfer pour moi depuis ce moment.

— Comprendras-tu au moins combien ta conduite est laide ? — Après tant de serments, tant de promesses ! — Décidément, comtesse, je pense que vous êtes dans l'erreur.

— J'éprouve pour vous une admiration très vive, une affection respectueuse, j'avoue, mais je ne sache pas que... — C'est fort fort, par exemple.

trictions l'Etat prussien, ce qu'ils n'ont pas encore fait. En conclusion, M. de Rheinbaben déclare que ce que veut le gouvernement, c'est que l'élément allemand en Pologne ne soit écarté par les Polonais.

M. Von Heydebrand, député conservateur, adresse aux Polonais cet avertissement : « Tirés de cette loi les seuls justes conséquences, c'est-à-dire prendre votre part de ce fait que vous êtes irrévocablement des citoyens de l'Etat prussien, qui n'abandonne jamais ce dont il est entré un jour en possession. » (Vifs applaudissements.)

M. Porsch, député du Centre, s'élève contre la loi, qu'il trouve inconstitutionnelle et que son parti repoussera.

Au nom de ses amis, M. Kerth, radical, repousse le projet de loi, qui est une mesure inconstitutionnelle et cruelle. Les orateurs de la majorité expriment l'adhésion de leurs partis respectifs à ce projet de loi.

On passe alors au vote. La Chambre adopte le projet de loi. Ont voté pour : les conservateurs, les libéraux-conservateurs et les nationaux-libéraux. Ont voté contre : le Centre, les Polonais et les radicaux.

LES REPRESAILLES DES POLONAIS

Le vote de la loi d'expropriation par la Chambre des seigneurs de Prusse, a causé une profonde émotion dans la Pologne russe.

Ansait le vote, les Allemands habitant la région frontalière dans la Pologne russe ont reçu du comité ouvrier national polonais l'invitation de quitter sans retard le « territoire de Pologne », sous peine de mort. Dimanche dernier, ces Allemands se sont réunis à Katowice, ont élu un comité de l'Empire et ont élu un conseil général d'Allemagne à Varsovie, pour leur demander protection.

Une conférence de hauts fonctionnaires se tient en ce moment à Koenigsberg, sous la présidence du président de la Prusse orientale, pour examiner la possibilité d'affecter les prisonniers aux travaux agricoles.

Les propriétaires allemands de la province de l'est se plaignent du manque de bras. Ils sont forcés, comme on sait, de recourir pour leurs champs à des journaliers polonais.

En prévision d'un déchet d'ouvriers par suite de l'agitation polonaise et d'un boycottage possible, les propriétaires allemands ont demandé au gouvernement de leur assurer de la main-d'œuvre en mettant à leur service les prisonniers.

EN RUSSIE

L'Enseignement public ET LE nouveau projet gouvernemental

Saint-Petersbourg, 3 mars. — L'officiel Journal du Ministère de l'Instruction publique vient de publier un intéressant article intitulé : « Les travaux préparatoires pour l'introduction de l'enseignement obligatoire en Russie. »

Cet article cite les données de la statistique officielle pour 1903, relatives à l'enseignement en Russie.

Sur 14,184,000 Russes, on comptait, en 1903, 25,350,000 hommes et femmes sachant lire.

Il se répartissent de la sorte : Russie d'Europe..... 21,428,000 Pologne..... 1,858,000 Sibirie..... 1,156,000 Asie centrale..... 407,000

Sur mille hommes et sur mille femmes, savaient lire :

	Hommes	Femmes
Provinces baltes.....	775	779
Finlande.....	700	650
Pologne.....	342	263
Russie d'Europe (provinces russes).....	300	130
Sibirie.....	192	51
Caucase.....	182	60
Asie Centrale.....	79	22

La dépense par tête en matière d'Instruction publique est de 41 copeks, dont 11 pour la part de l'Etat et 30 pour la part des zemstvos, municipalités, communes et donateurs privés.

Voici par contre le tableau des frais d'Instruction publique par personne dans quelques autres pays :

	rouble	54 copeks
Japon.....	1	33
Suède et Norvège.....	1	36
France.....	2	36
Angleterre.....	2	36
Suisse.....	2	48
Allemagne.....	2	45
Etas-Unis.....	4	86
Nouvelle-Zélande.....	5	74

Seuls la Turquie, la Perse et les pays indigènes d'Afrique dépensent moins que la Russie pour l'éducation populaire.

Le projet ministériel en vigueur qu'en 1907, le nombre des enfants en âge d'aller à l'école était de 13,250,000, et que pour réaliser l'Instruction obligatoire, il faudrait 215,012 écoles en prenant comme type une école de 50 élèves.

La rétribution du personnel enseignant reviendrait à 103,396,000 par an, en comptant 300 roubles par an pour le maître de catéchisme.

Le ministre de l'Instruction publique ne dispose actuellement que de 9,114,000 roubles

L'entretien de chaque école urbaine reviendrait à 1,200 roubles par an et celui de chaque école de village à 500, soit pour les 235,042 écoles 182,020,000 roubles au minimum (d'après les calculs du secrétaire d'Etat Koulomsine).

La somme globale des dépenses serait donc de 300 millions par an. Le ministère de l'Instruction publique veut bien y participer pour un tiers, en laissant le soin des deux autres « aux zemstvos, municipalités et autres organisations locales. »

Il n'est pas à ajouter qu'un pareil projet est impraticable et ne constitue plus qu'une ombre pléiste, dans un pays où l'Etat grevé déjà les populations d'un budget annuel de plus de 2 milliards de roubles.

LE CRIME ANARCHISTE DE CHICAGO

L'organisation anarchiste. — L'attentat contre M. Shippy. New-York, 3 mars. — Voici de nouveaux détails sur l'horrible attentat anarchiste que nous avons relaté hier dans notre dernière heure : Au moment où l'anarchiste a réussi à s'introduire chez M. Shippy, chef de la police de Chicago, celui-ci se trouvait avec son fils dans une salle. L'individu remit une lettre à M. Shippy, et tandis que ce dernier était occupé à la lire, il tira un poignard dont il chercha à le frapper ; puis, sortant un revolver, il tira sur le fils du chef de la police, qui s'évanouit pour défoncer son père et qui tomba mortellement frappé.

Un corps-à-corps s'engagea alors entre M. Shippy et l'anarchiste qui parvint à se dégager. Le cocher Foley, accouru au bruit des coups de feu pour prêter secours à son maître, reçut à son tour deux balles ; puis l'anarchiste, se retournant vers le chef de la police, le frappa d'un coup de poignard à la main. Mais M. Shippy, qui avait réussi à s'armer de son propre revolver, le déchargea sur l'anarchiste qui tomba raide mort.

On attribue cette agression au ressentiment des anarchistes contre les mesures prises par la police de Chicago à l'occasion du récent assassinat, à Denver (Colorado), du révérend père Leo, évêque par un anarchiste le 23 février, au moment où il lui donnait la communion.

La police découvrit une piste à Chicago, qui est depuis longtemps un foyer d'anarchie et constata que plusieurs ecclésiastiques avaient reçu des lettres de menaces et qu'une société italienne distribuait des écrits très violents visant surtout des prêtres.

Hier, pendant qu'on célébrait les obsèques du révérend père Leo, la police avait dû exercer une surveillance spéciale dans les églises catholiques de Chicago, particulièrement dans celles du quartier italien.

De plus, à la suite de la découverte de papiers révélant l'existence d'une société secrète dont chaque membre faisait serment d'assassiner quiconque lui serait désigné, M. Shippy avait fait arrêter le docteur Reitman, les nommés Macintosh, William Nathansohn, miss Lucy Parsons et une quarantaine d'autres anarchistes avérés qui avaient déposé l'assassinat du roi de Portugal et publié des brochures distribuées à l'effet d'attiser le président démocrate.

Plusieurs de ces anarchistes furent emprisonnés et les autres expulsés. L'auteur de l'attentat n'a été, semble-t-il, que l'instigateur de l'opération.

Les autorités de Chicago ont décidé d'organiser une campagne d'extermination contre l'anarchisme. La police a fait des perquisitions hier dans deux imprimeries anarchistes.

A Kansas-City, des brochures et placards anarchistes venant de Chicago sont répandus dans la population étrangère, accusent les prêtres catholiques d'être les ennemis des ouvriers et les complices des autorités.

Le maître de Chicago, M. Busse, a reçu de son côté les visites d'un grand nombre de travailleurs. Au moment où on le congédiait, il proféra des menaces et dit : « Il y aura du sabotage. »

Les autorités de Chicago ont décidé d'organiser une campagne d'extermination contre l'anarchisme. La police a fait des perquisitions hier dans deux imprimeries anarchistes.

A Kansas-City, des brochures et placards anarchistes venant de Chicago sont répandus dans la population étrangère, accusent les prêtres catholiques d'être les ennemis des ouvriers et les complices des autorités.

LES SCANDALES ALLEMANDS

Le drame d'Allenstein

Le capitaine von Goeben, l'assassin du major se suicide en prison. Berlin, 3 mars. — Nos lecteurs ont encore présentes à la mémoire les diverses péripéties du drame d'Allenstein ; l'assassinat du major von Schonebeck, dans sa villa, puis l'arrestation, le 28 décembre dernier, du capitaine von Goeben.

Celui-ci avait tout d'abord nié être l'auteur du crime, mais les preuves s'accumulaient contre lui, il finit par avouer. Une heure après, Mme von Schonebeck était arrêtée, sous l'inculpation de complicité au crime le capitaine von Goeben, son amant.

L'Instruction contre celui-ci fut close le 4 janvier. Pendant la période de l'Instruction, Mme von Schonebeck donna des signes de folie. Sur la proposition de son avocat Salzman, elle fut conduite, le 21 janvier, dans la maison de santé de Kortau, près d'Allenstein.

Le capitaine von Goeben y fut conduit également quelques jours après, mais les médecins le déclarèrent normal, tandis que chez Mme von Schonebeck, ils constatèrent un grave dérangement cérébral.

Je n'ai été pour vous qu'un jouet, qu'un passe-temps, ou l'ami ! — C'est-à-dire, disait l'italien, retrouvant sa voix douce et inattendue, que vous m'avez largement, aux yeux de Geneviève, le ridicule de son accent.

Je vous en supplie, comtesse, calmez-vous ! Tâchons de nous expliquer posément, si c'est possible... C'est dans cette intention que je venais aujourd'hui.

Je comprends comme vous, plus que vous même, combien votre situation réciproque est déplorable, et je veux lâcher d'y porter remède... — Comme vous parlez raisonnablement, posément, comme vous êtes maître de vous, Léonardo !

— Ah ! votre cœur vous laisse bien tranquille, je ne m'en aperçois, hélas ! — Ne croyez pas à ces dehors, comtesse, ils sont trompeurs... Mais mon cœur, que vous accusez, ne se trompe pas, lui.

— Je vous ai dit que je vous aimais, c'est malheureusement la vérité. Je fais plus que vous aimer, je vous adore... — Alors, s'écria la comtesse reprise par un fol espoir, alors si tu m'aimes, nous allons être heureux ! nous... — J'ai dit malheureusement, interrompit avec une mine de circonstance le marquis d'Aspremonte.

— Hélas ! oui, hélas ! car cet amour fera mon malheur. — A mesure qu'il parlait ainsi la face de Mme de Méricourt s'illuminait.

Elle était dans le ravissement et écoutait en extase les accents du bel Aspremonte. — Mon amour fera son malheur, se répétait-elle en déclinant d'elle-même.

— Et il qu'il soit épris pour ma dite comtesse. — Et le marquis continuait : — Mon malheur, oui, comtesse, car si dans un premier élan je me suis laissé entraîner par l'excès de ma passion, j'ai dû bien vite me rendre compte qu'elle était, qu'elle serait toujours sans espoir... — Mais, je... — Je veux expliquer Geneviève, et je ne pensai pas du tout ainsi. Elle ne put s'empêcher, car Léonardo, emballé dans un accès de lyrisme, s'écriait en levant les yeux vers le plafond. — Est-il possible que je vous aime tant ! et que j'en sois si malheureux ! C'est pour cela, pour calmer ma souffrance, que j'ai fait l'indifférence, que j'ai essayé de vous oublier auprès d'autres femmes. Mais je n'ai pas pu, votre image victorieuse revenait toujours devant mes yeux, pour me charmer et me faire souffrir. Oh ! Geneviève, vous m'avez promis à quel point vous m'êtes adorée ! Les phrases de Léonardo déchiraient par la logique et le dévouement, mais Mme de Méricourt n'y regardait pas de si près, et trouvait ce langage admirable. Et tout cela, elle ne retenait qu'un mot. — Il m'aimait encore, il m'aimait passionnément. Le reste n'arrivait même pas jusqu'à ses oreilles.

Quatre semaines après, tous deux furent reconduits à Allenstein, où le baron von Schonebeck les examina de nouveau. Le professeur Ruppe, de Koenigsberg, fut invité à donner, lui aussi, son avis. L'état mental de Mme von Schonebeck se trouvait tellement amélioré dans ces derniers temps, que les médecins se sont opposés à sa comparution devant le tribunal.

Ses deux semaines de prison, qui avait été reconnu sain d'esprit et qui fut enfermé à la prison d'Allenstein.

Aujourd'hui, à trois heures, le prisonnier demanda qu'on lui apportât son dîner. On lui fit servir dans sa cellule.

Une heure après, le gardien, en revenant dans la cellule, trouva le capitaine, étendu au pied de sa couchette, baignant dans son sang. Profitant de l'absence du gardien, il s'était ouvert la carotide avec le couteau de table. Le médecin de la prison, appelé en hâte, n'a pu que constater la mort.

L'assassinat du marchand de vanille

LE COMMERCANT ASSASSINÉ AVAIT VECU UN ÉTONNANT ROMAN D'AVENTURES AUX QUATRE COINS DU GLOBE

Paris, 3 mars. — A voir M. Hanni, la victime du drame de boulevard Voltaire, petit et maigre, de constitution frêle et parlant avec une voix fine comme s'il allait passer avec son dernier sou dans un pays lointain, on se demande comment il a pu songer que cet homme, de son âge, de sa passion des voyages, était parti comme un aventurier robuste vers des pays inconnus, et qu'il n'était revenu à Paris qu'après avoir fait plusieurs fois le tour du monde.

Très intelligent, très correct, très calme, l'allure un peu maigre d'école, fort peu expansif, il gardait en lui, comme un secret, la vision des pays qu'il avait traversés, et jamais personne n'en aurait rien su, car le jour où il notait au jour le jour ses impressions, disparut.

Son trafic l'avait mis en relations avec M. François, commerçant en cartes-postales artistiques, 35, faubourg Saint-Martin.

Encore qu'il n'eût, à proprement parler, jamais raconté ses aventures. Ce n'est que par bribes, quand il venait le voir, qu'il parlait un jour de son départ, une autre fois de son séjour à l'île Heuresse, ou à Honolulu, une autre fois de son retour.

En dix années, Hanni a visité trois ou quatre fois le monde entier.

Parti un jour de Chaux-de-Fonds, canton de Neuchâtel, en Suisse, où il était né, avec l'idée de s'installer en faisant son tour de France, il s'embarqua sur la grande route de Neuchâtel avec quelques sous dans sa poche. Il allait donc de ville en ville.

Avant que n'eût servi sa modeste provision d'argent, se voyant en quête d'un ouvrage quelconque pour le retrouver, il acceptait l'importe quel, au hasard de l'occasion, mais il recherchait surtout des travaux de complaisance. Il séjournait dans les villes, qu'il visitait autant que l'exigeait son nouveau emploi, et plus souvent au caprice de sa fantaisie.

Peu dépensier, il trouvait toujours moyen d'économiser un peu d'argent, et quand il jugeait qu'il avait en poche de quoi affronter de nouveaux voyages, il repartait bravement, comme un chemineau, son baluchon sur l'épaule.

Photographie ambulante. — Ayant franchi la frontière, d'étape en étape, il arriva ainsi à Marseille où il acheta un appareil de photographie. Il le porta toujours depuis ce moment, en faisant son tour de France, et se contentait de faire son portrait, comme un chemineau, sur les scènes pittoresques. Si bien qu'il rapporta de son voyage des milliers de clichés dont il tira parti depuis.

C'est lui qui fournissait la maison François de cartes-postales extrêmement rares des innombrables pays qu'il a traversés : Constantinople, le Caucase, la Tunisie, Djibouti, la Perse, la Syrie, l'Égypte, l'Inde anglaise, Ceylan, Hong-Kong, la Chine, le Japon, Madagascar,